



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT **MOROCCO**

وكالة حساب قدي الألفية-المغرب

« MAITRISE D'ŒUVRE DE LA MISE A NIVEAU DE 34 ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DANS LA REGION DE TANGER, TETOUAN ET AL HOCEIMA »

COMPACT II



Plan et mise en œuvre de la consultation publique
Février 2019

team
maroc



Groupe **JACOBS** Engineering SA

Code projet	phase	discipline	type doc	Emetteur	N° document	indice REV
QBB1711	1A	Liv 14	RAP	TJESA	01	01

Historique et statut du document

Révision	Date	Description	Auteur	Revue	Approbation
1	16/01/2019	Rapport provisoire V1	S.HAOUAT	E.LAMCHICHI	S.SAYOURI
2	25/01/2019	Rapport Définitif	S.HAOUAT	E.LAMCHICHI	S.SAYOURI

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Rappel des consultations déjà réalisées :	4
2.1.1	Au cours du développement du Compact II.....	5
2.1.2	Consultations menées au niveau des 34 établissements scolaires à réhabiliter dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima.....	5
2.1.3	Accord d'engagement des parties prenantes clés	6
2.1.4	Processus de consultation dans le cadre du PEI	6
3	Consultation publique sur l'impact environnemental et social	6
3.1	Objectifs.....	6
3.2	Principes	7
3.3	Parties prenantes.....	7
3.3.1	Les bénéficiaires	7
3.3.2	Personnes/groupes affectés par les impacts environnementaux et sociaux et de Santé – Sécurité.....	7
3.3.3	Groupes vulnérables	8
3.3.4	Autres parties prenantes.....	9
3.4	Déroulement.....	9
3.4.1	Phase préparatoire.....	10
3.4.2	Phase de mise en œuvre	11
4	ANNEXE 1 : Affiche d'information et d'invitation	14
5	ANNEXE 2 : Les principes éthiques et méthodologiques à respecter dans la participation des enfants	15
1.	Les principes éthiques devant régir la participation des élèves aux consultations publiques	16
2.	Indications pratiques sur la mise en œuvre de ces principes.....	17
6	ANNEXE 3 : Invitation aux parents d'élèves.....	19

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Modes d'information et d'invitation des parties prenantes	9
Tableau 2 : Liste des 18 établissements du premier lot de la consultation publique.....	9
Tableau 3 : Programme de la phase préparatoire	10
Tableau 4 : Programme de la mise en œuvre de la consultation publique	11

1 Introduction

A titre de rappel, le projet de réhabilitation de 34 établissements scolaires dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma répond à l'un des objectifs spécifiques (Réhabiliter les infrastructures dans les collèges et les lycées) du projet "Education et Formation pour l'employabilité" entrepris par le MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc dans le Compact II.

Le projet fait partie de la composante Modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire (MIAES) et plus précisément de la sous-composante 3 : Réhabilitation des infrastructures et équipements qui consiste en la mise en place :

- D'infrastructures pour chaque établissement afin d'assurer un cadre d'enseignement sécurisé ;
- D'un système opérationnel d'entretiens et réparations prioritaires pour faire face aux menaces immédiates de dégradation du site ;
- De nouveaux espaces : salles de classes scientifiques/labos, bibliothèques/salles de lecture, salles polyvalentes/multimédia, salles de professeurs, aménagements nécessaires pour l'utilisation des TICE et des laboratoires ;
- De remise à niveau des internats pour améliorer la vie scolaire, et
- D'extensions à valeur ajoutée spécifique selon les besoins et dont la priorité est justifiée dans le PEI.

Les établissements scolaires sont géographiquement répartis comme suit :

- 10 établissements dans la préfecture de Tanger-Assilah ;
- 9 établissements dans la province de Tétouan dont 2 en milieu rural ;
- 7 établissements dans la province de Larache dont 2 en milieu rural ;
- 6 établissements dans la province de Chefchaouen dont 3 en milieu rural ;
- 1 établissement dans la province de Fahs Anjra ;
- 1 établissement dans la province de Ouazzane.

Le présent Plan de Consultation Publique s'inscrit dans le cadre de la mission 1B. Ce plan s'insère plus précisément dans le cadre de l'EIES et du PGES objets de ladite mission. Il décrit la démarche adoptée pour les consultations publiques des parties prenantes sur l'étude d'impact environnemental et social du projet.

2 Rappel des consultations déjà réalisées :

Cette partie décrit les actions de consultations menées jusqu'à aujourd'hui dans le cadre de l'étude.

2.1.1 Au cours du développement du Compact II

Il convient d'abord de noter que les activités de consultations menées dans le cadre du projet élargi « Education et formation pour l'employabilité » ont démarré depuis 2013-2014. A cet effet, les principales réunions menées par MCA-Morocco sont les suivantes :

- Réunion avec les partenaires techniques et financiers, tels que la Banque Mondiale, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque Africaine de Développement (BAD), au sujet des grandes problématiques du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle (2 octobre 2014).
- Consultation du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique au sujet de l'autonomie des établissements et des systèmes d'information et d'évaluation (3 octobre 2014).
- Réunion avec une organisation de la société civile « Education for Employment » au sujet des domaines de coopération potentiels pour le compact (24 octobre 2014).
- Consultation d'une organisation internationale « Discovery learning Allianz » au sujet de l'utilisation du multimédia dans l'enseignement (20 novembre 2014).
- Réunion avec le fondateur du « Centre marocain pour l'innovation sociale » au sujet du projet d'établissement et le développement de l'esprit de l'entrepreneuriat (10 Décembre 2014).
- Consultation d'une organisation de la société civile : « Coalition marocaine pour l'éducation pour tous » au sujet des effets social/genre du projet, notamment dans sa composante PPP (12 janvier 2015).
- Consultation d'une organisation internationale : « ONU Femmes » au sujet de l'accès des filles à l'éducation et des femmes au marché de l'emploi (14 janvier 2015).

2.1.2 Consultations menées au niveau des 34 établissements scolaires à réhabiliter dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Entre le troisième trimestre de 2017 et le deuxième trimestre de 2018, des consultations ont été menées par la MOE auprès des 34 établissements à réhabiliter dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, en vue, notamment, d'établir un diagnostic technique, environnemental, social, de santé et de sécurité.

La première étape du diagnostic s'est concentrée sur 6 établissements pilotes :

- L. Q. IBNZOHR à Ouazzane
- L. Q. Abdl karim Al khattabi à Bab Berred, province de Chefchaouen
- L.Q. Cadi Ayad à Tétouan
- L. CII.SIDI AHMED BEN AJIBA à Meloussa, province de Fahs Anjra
- L. CII. Ibn Abbar à Tanger
- L. CII. Laouamra à Larache

L'objectif du diagnostic était de voir les défaillances en termes d'infrastructures que présentent les établissements, du point de vue des bénéficiaires et des utilisateurs directs desdits établissements à savoir :

- Les élèves, de tous les niveaux, handicapés, filles et garçon, ...
- Les professeurs, hommes et femmes, plusieurs niveaux, et des différentes matières.
- Le staff administratif de l'établissement, hommes et femmes
- Le personnel des entreprises privées : gardiennage, nettoyage, cuisine....

Lors de cette phase, le consultant a mis en place un ensemble de mesures en vue de garantir une participation effective de l'ensemble des parties prenantes. Une attention particulière a été accordée aux dimensions genre et inclusion sociale de l'ensemble des catégories socioprofessionnelles dans les consultations. Les mesures adoptées à cet effet concernent aussi bien la composition de l'équipe, les procédures de choix et d'invitation des personnes ciblées, que les méthodes de collecte de l'information.

Dans une deuxième phase, la consultation s'est étendue aux 28 autres établissements scolaires en adoptant la même approche.

2.1.3 Accord d'engagement des parties prenantes clés

Un accord d'exécution entre MCA Morocco et le MENFPESRS et les trois AREFs concernées par le projet (dont notamment, notamment l'AREF de Tanger-Tétouan-Al Hoceima) A été signé le 06 décembre 2016 et amendé le 07 novembre 2018. Cet accord précise les engagements des uns et des autres en matière de mise en œuvre du projet, notamment la mobilisation des ressources humaines entre autres.

2.1.4 Processus de consultation dans le cadre du PEI

Il est à noter que le cadre du PEI, le Consultant concerné a réalisé des activités de consultation à destination des principales parties prenantes, dont notamment les établissements concernés et les parents d'élèves. Ces consultations ont permis de recueillir les avis et besoins de ces parties et d'en tenir compte dans la proposition de nouveaux aménagements.

3 Consultation publique sur l'impact environnemental et social

3.1 Objectifs

A travers cette consultation publique, la MOE vise les principaux objectifs :

- Tout d'abord, présenter au public le processus du projet, y compris la conception, le diagnostic, l'intégration PEI... ainsi que la logique qui réside derrière la priorisation des actions, les limites budgétaires.
- Présenter les impacts du projet, pendant la phase travaux et la phase exploitation, et les mesures atténuation des impacts négatifs ;
- Recueillir les informations sur les besoins et les préférences des citoyens par rapport aux actions, aux impacts et aux mesures de mitigation.
- Assurer la participation effective dans le processus décisionnel des différentes catégories sociales affectées par le projet. L'inclusion du genre et des groupes vulnérables doit être facilitée par l'identification des catégories vulnérables et la proposition de mesures adaptées à chacune d'elles en vue d'assurer leur pleine participation aux consultations.

- Finalement, la participation publique facilite l'appropriation par les parties prenantes des infrastructures réalisées. Les expériences montrent que le manque d'appropriation compromettrait considérablement la durabilité des actions.

3.2 Principes

La consultation publique s'est effectuée conformément aux normes de la SFI, du MCC et à la législation nationale relatives à la participation. De plus, conformément aux bonnes pratiques internationales actuelles, nous avons veillé, tout au long du processus, à ce que la consultation publique :

- Soit exempte de manipulation, d'interférence, de coercition et d'intimidation ;
- N'exige aucune participation financière ;
- Ait lieu avant la prise de décision finale, afin que les opinions exprimées puissent être prises en compte ;
- S'effectue sur la base d'informations fournies en temps opportun, pertinentes, compréhensibles et accessibles ;
- Soit entreprise d'une manière appropriée culturellement ;
- Inclut toutes les personnes intéressées ou affectées par le projet et en particulier les groupes vulnérables ;
- Soit ouverte et comprenne des mécanismes explicites permettant de recevoir, documenter et prendre en compte les commentaires reçus.

3.3 Parties prenantes

Les différentes catégories de parties affectées, les impacts potentiels qu'elles pourraient subir et leurs niveaux d'influence et d'intérêt sont présentées dans ce qui suit

3.3.1 Les bénéficiaires

Les élèves, leurs parents, les enseignants et le personnel administratif des établissements scolaires sont les premiers bénéficiaires du projet. De ce fait, leur adhésion est primordiale pour la réussite du projet et la pérennisation de ses résultats. Cette adhésion se traduirait par leur implication dans le processus de la mise en œuvre du projet en tant que partenaires en les responsabilisant pour suivre et s'approprier les actions du PGES. Cela suppose aussi une bonne compréhension globale du projet de leur part.

3.3.2 Personnes/groupes affectés par les impacts environnementaux et sociaux et de Santé – Sécurité.

Les communautés avoisinantes pourraient souffrir des désagréments causés par la réalisation du projet notamment dans sa phase de construction :

- Pollution sonore (bruit) ;
- Pollution de l'air (poussière) ;

- Entrave à la circulation
- Occupations temporaires ou permanentes des sols.

A cet effet, les consultations publiques ont eu pour objectif de faire une communication adéquate à destination de ces communautés sur :

- Les impacts potentiels identifiés pour le projet,
- Les mesures d'atténuation des impacts négatifs proposées,
- le système mis en place pour recevoir les doléances (système décrit plus bas) ;

3.3.3 Groupes vulnérables

Il est important de prendre en compte la vulnérabilité en matière d'accès à l'information et à la consultation. Cette vulnérabilité est liée essentiellement à la langue, au sexe et au niveau d'instruction.

D'où l'intérêt d'identifier précisément ces groupes vulnérables et d'adapter le support de communication en fonction des limitations constatées. Le tableau ci-après présente les différentes parties prenantes et les modes d'information et d'invitation utilisés

Tableau 1 : Modes d'information et d'invitation des parties prenantes

N°/Id	Parties	Mode d'information/ invitation
1	Les bénéficiaires : Les élèves, leurs parents, et les enseignants des établissements scolaires en tant que premiers bénéficiaires du projet/ Respect du genre (F/G et niveau scolaire)	Affichage à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires + lettre d'invitation aux parents
2	Personnes vulnérables	Affichage à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires + lettre d'invitation aux parents.
3	Les communautés avoisinantes	Affichage à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires + Affichage au siège de la collectivité locale
	Associations des parents d'élèves	Affichage à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires + lettre d'invitation aux parents.
5	Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS)	Voie hiérarchique
6	Académie régionale pour l'Éducation et la Formation (AREF)	Voie hiérarchique
7	Ministère de l'Intérieur/ Direction Générale des Collectivités Locales/ Caid/ Mkadem/ président de la commune (MI/DGCL/DPC/DEA)	Lettre d'information à envoyer par voie hiérarchique (Académie régionale, Wilaya de la région, Préfecture et provinces, Caidat, Commune)

3.3.4 Autres parties prenantes

- ✓ Le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS) ;
- ✓ Le MCC/MCA ;
- ✓ L'Académie régionale pour l'Éducation et la Formation (AREF) de Tanger-Tétouan-Al Hoceima ;
- ✓ Le Ministère de l'Intérieur/ Direction Générale des Collectivités Locales/ Direction de la protection civile/Direction de l'eau et de l'assainissement (MI/DGCL/DPC/DEA).
- ✓ Associations de développement, ONG...

3.4 Déroulement

La première phase des consultations publiques a concerné un lot de 18 établissements scolaires présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Liste des 18 établissements du premier lot de la consultation publique

Direction Provinciale	Milieu	Établissement
Ouezzane	Urbain	LYCÉE IBN ZOHR
Chefchaouen	Urbain	LYCÉE AHMED IDRISI
Chefchaouen	Rural	COLLÈGE AOUNANE
Chefchaouen	Urbain	COLLÈGE MOULAY EL HASSAN I
Tétouan	Urbain	COLLÈGE 3 MARS
Tétouan	Urbain	COLLÈGE 6 NOVEMBRE

Tétouan	Rural	COLLÈGE ABDELLAH GUENNOUN
Tétouan	Urbain	COLLÈGE MOULAY AL HASSAN
Tanger	Urbain	COLLÈGE HASSAN BNOU TABIT
Tanger	Urbain	COLLÈGE IDRIS II
Tanger	Urbain	COLLÈGE MAA AL AININ
Tanger	Urbain	LYCÉE ABDELKHALEK TORRES
Larache	Urbain	COLLÈGE AL WAFAE
Larache	Urbain	COLLÈGE ALMAGHRIB ALJADID
Larache	Urbain	LYCÉE ABDELALI BEN CHEKROUN
Larache	Urbain	LYCÉE MOULAY MOHAMED BEN ABDALLAH
Larache	Rural	COLLÈGE LAAOUAMRA
Larache	Urbain	COLLEGE EL MEHDI BEN BARKA

Le déroulement des consultations a été fait en deux phases, une phase préparatoire et une phase de mise en œuvre.

3.4.1 Phase préparatoire

Cette phase a eu lieu du 29 octobre au 2 novembre 2018. Le programme de cette phase préparatoire a été communiqué aux directeurs des établissements concernés.

Tableau 3 : Programme de la phase préparatoire

Jour	Matin (M)/après midi (AM)	Direction Provinciale	Commune	Milieu	Établissement
29/10/2018	M	Chefchaouen	Chefchaouen	Urbain	LYCÉE AHMED IDRIS II
	M	Chefchaouen	Chefchaouen	Urbain	COLLÈGE MOULAY EL HASSAN I
	AM	Chefchaouen	Chefchaouen	Rural	COLLÈGE AOUNANE
30/10/2018	M	Tétouan	Oued Laou	Urbain	COLLÈGE 3 MARS
	M	Tétouan	Tétouan	Urbain	COLLÈGE 6 NOVEMBRE
	AM	Tétouan	Tétouan	Urbain	COLLÈGE MOULAY AL HASSAN
	AM	Tétouan	Sahtriyyine	Rural	COLLÈGE ABDELLAH GUENNOUN
31/10/2018	M	Tanger	Bni Makada	Urbain	COLLÈGE HASSAN BNOU TABIT
	M	Tanger	Charf_Mghogha	Urbain	COLLÈGE IDRIS II
	AM	Tanger	Tanger Médina	Urbain	COLLÈGE MAA AL AININ
	AM	Tanger	Charf_Souani	Urbain	LYCÉE ABDELKHALEK TORRES
01/11/2018	M	Larache	Larache	Urbain	COLLÈGE AL WAFAE
	M	Larache	Larache	Urbain	COLLÈGE ALMAGHRIB ALJADID
	AM	Larache	Larache	Urbain	LYCÉE ABDELALI BEN CHEKROUN
	AM	Larache	Larache	Urbain	LYCÉE MOULAY MOHAMED BEN ABDALLAH
02/11/2018	M	Larache	Ksar El Kebir	Urbain	COLLEGE EL MEHDI BEN BARKA
	M	Larache	Laâouamra	Rural	COLLÈGE LAAOUAMRA
	AM	Ouezzane	Ouezzane	Urbain	LYCÉE IBN ZOHR

Des visites à ces derniers ont par la suite été effectuées et ont consisté en :

- L'information des directeurs sur les objectifs, l'organisation et le déroulement de la consultation publique ;
- Le choix de la salle la plus adaptée pour la tenue de la consultation publique, et son aménagement (bureaux, chaises, zone de projection...) ;
- Le collage des affiches d'information et d'invitation (Cf. Annexe 1) ;
- L'explication de la procédure d'invitation des parties prenantes : notamment les consignes de participation des élèves (Cf. Annexe 2) et des parents d'élèves pour une meilleure représentativité des PAP et des catégories vulnérables ;
- La distribution des invitations personnalisées (Cf. Annexe 3).

La phase préparatoire a connu quelques perturbations dues à la grève qu'observaient les directeurs. Cependant, cette mission préliminaire a permis de minimiser les répercussions qu'auraient pu avoir cette même grève sur le déroulement de la phase de mise en œuvre.

3.4.2 Phase de mise en œuvre

Cette phase eu lieu du 26 novembre au 6 décembre 2018. Son programme a été communiqué aux directeurs des établissements et aux parties prenantes lors de la phase préparatoire.

Tableau 4 : Programme de la mise en œuvre de la consultation publique

Jour	Heure	Direction Provinciale	Commune	Milieu	Établissement
Lundi 26 Nov	9h30	Ouezzane	Ouezzane	Urbain	LYCÉE IBN ZOHR
	15h	Chefchaouen	Chefchaouen	Urbain	LYCÉE AHMED IDRISI
	10h00	Chefchaouen	Chefchaouen	Rural	COLLÈGE AOUNANE
Mardi 27 Nov	15h30	Chefchaouen	Chefchaouen	Urbain	COLLÈGE MOULAY EL HASSAN I
Mercredi 28 nov	9h30	Tétouan	Oued Laou	Urbain	COLLÈGE 3 MARS
	15h30	Tétouan	Tétouan	Urbain	COLLÈGE 6 NOVEMBRE
Jeudi 29 Nov	9h30	Tétouan	Sahtriyyine	Rural	COLLÈGE ABDELLAH GUENNOUN
	15h	Tétouan	Tétouan	Urbain	COLLÈGE MOULAY AL HASSAN
Vendredi 30 Nov	9h	Tanger	Bni Makada	Urbain	COLLÈGE HASSAN BNOU TABIT
	15h	Tanger	Charf_Mghogha	Urbain	COLLÈGE IDRISI II
Lundi 3 Déc	9h	Tanger	Tanger Médina	Urbain	COLLÈGE MAA AL AININ
	15h	Tanger	Charf_Souani	Urbain	LYCÉE ABDELKHALEK TORRES
Mardi 4 Déc	9h	Larache	Larache	Urbain	COLLÈGE AL WAFEE
	15h	Larache	Larache	Urbain	COLLÈGE ALMAGHRIB ALJADID
Mercredi 5 Déc	9h	Larache	Larache	Urbain	LYCÉE ABDELALI BEN CHEKROUN
	15h	Larache	Larache	Urbain	LYCÉE MOULAY MOHAMED BEN ABDALLAH
Jeudi 6 Déc	9h30	Larache	Laâouamra	Rural	COLLÈGE LAAOUAMRA
	15h	Larache	Ksar El Kebir	Urbain	COLLEGE EL MEHDI BEN BARKA

3.4.2.1 Outils de la consultation publique

La consultation publique dispose de deux outils complémentaires de communication, à savoir :

- Une présentation publique menée dans chacune des 18 établissements et
- Un registre public dûment constitué pour recueillir les avis écrits de toute personne ou organisme intéressé par le projet, qu'il ait assisté ou non à une présentation publique (support papier ou électronique).

Pour que chacun puisse avoir accès à toute l'information requise, un résumé non technique a été préparé et traduit en langue arabe. Ce résumé, placé dans le site Web du MCA et dans la page facebook de l'agence, est rendu accessible à tous, et ce, de telle sorte qu'on puisse prendre connaissance des grandes conclusions de l'étude, et formuler des remarques et des observations.

3.4.2.2 Présentations publiques

Les présentations publiques se sont tenues dans les salles choisies et préparées à cette fin au niveau de chacun des 18 établissements selon le programme précédemment présenté. Elles ont été faites en langue arabe et en Darija, par un présentateur réputé pour ses capacités communicatives et de vulgarisation de l'information.

Afin de garantir le meilleur déroulement possible de la présentation et dans le but de favoriser et d'encadrer la discussion, les présentations ont été dirigées par un modérateur expérimenté, rompu au fonctionnement et aux pratiques de telles réunions publiques. Ce modérateur avait pour mission d'animer et de faciliter le débat et d'en assurer la progression et la cohérence par rapport aux objectifs de la consultation.

Le reporting a été confié à un rapporteur permanent qui était chargé de transcrire de manière exhaustive et neutre le contenu du débat.

3.4.2.3 Déroulement des présentations

Chaque présentation s'est déroulée en trois parties :

- Un premier exposé en arabe : réalisé par le MCA et portant sur une présentation de cadrage du programme, de ses projets, de ses composantes et de ses sous-composantes.
- Un deuxième exposé en arabe : réalisé par Team Maroc, qui s'est concentré sur l'établissement en question et qui a porté sur :
 - Un rappel des étapes du projet
 - La présentation d'une fiche descriptive de l'établissement
 - L'environnement de l'établissement
 - Les actions prévues dans le cadre du projet
 - Les impacts environnementaux et sociaux du projet
 - Le registre des doléances
- Un débat ouvert sous forme de discussions et d'échanges directs avec les participants.

La consultation publique étant un exercice fondamentalement démocratique, chaque intervenant a eu le même droit et un temps de parole suffisant. En d'autres termes, tous les participants, quels que soient leurs fonctions et leurs rangs, ont disposé de la même tribune pour exprimer leurs opinions.

3.4.2.4 Organisation de la salle

Pour atteindre les objectifs qu'elle poursuivait, la présentation publique a été conduite selon des règles de jeu très précises qui visaient à favoriser le dialogue entre les intervenants, notamment entre les élèves, leurs parents, et le comité du projet. Pour ce faire, la salle dans laquelle s'est déroulée la présentation a été aménagée de manière à permettre des échanges productifs en encourageant les élèves, filles et garçons, leurs parents et les éventuelles personnes en situation de handicap, à se mettre dans les premiers rangs pour un meilleur accès au contenu de la présentation et du débat.

3.4.2.5 Registre public

Un registre public a été mis à la disposition des participants désireux de faire connaître par écrit leurs avis et commentaires, qu'ils aient pu assister ou non aux présentations publiques. Cette façon de procéder garantit à ceux qui n'auront pas pu se déplacer, un moyen efficace pour faire connaître leur voix. Pour faciliter l'accès à ce registre et pour donner aux intervenants qui souhaitent utiliser cet outil de communication, le temps de rédiger un document cohérent, le registre est à la fois physique et électronique. Les intervenants ont eu alors le choix, soit de déposer concrètement sur place, à l'occasion des présentations, un document papier dûment enregistré par les rapporteurs, soit de faire parvenir à une adresse électronique dûment identifiée, le document faisant état de leur point de vue. Un délai de 10 jours après la consultation, a été fixé et communiqué aux participants, pour renseigner les remarques et les doléances. Ces remarques et doléances ont été étudiées soigneusement afin de vérifier leur faisabilité et la possibilité de leur intégration dans le programme d'investissement de l'établissement. Le registre public est un document qui va rester accessible, tout au long de la phase des travaux, à toute personne désirant exprimer une idée, une remarque ou une doléance.

4 ANNEXE 1 : Affiche d'information et d'invitation

The poster features logos at the top for the Millennium Challenge Corporation (United States of America), the Moroccan Ministry of National Education, Vocational Training and Higher Education, and the Moroccan Ministry of the Interior. The main title in Arabic is 'دعوة للعموم' (Public Invitation). Below it, the project name is 'مشروع إعادة تأهيل 34 مؤسسة تعليمية بجهة طنجة تطوان الحسيمة' (Project of rehabilitation of 34 educational institutions in the region of Tangier-Tetouan-Al Hoceima). The text identifies the Ministry of National Education, Vocational Training and Higher Education and the Agency for the Promotion of the Moroccan Language as the organizing bodies. It states that they are inviting the public to participate in a study on the impact of the project on the rehabilitation of educational institutions. The poster also includes a large graphic of an open book and a graduation cap. At the bottom right, it specifies the location and time of the consultation: 'وذلك يوم : على الساعة : المكان : مقر المؤسسة' (That day : at the hour : the place : the headquarters of the institution).

مجلس الولايات المتحدة
مجلس التعليم والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي
ووكالة حساب تحدي الألفية-المغرب
تتشرفان بدعوتكم للإستشارة العمومية المتعلقة بدراسة
التأثير على البيئة لمشروع إعادة تأهيل المؤسسة

وذلك يوم :
على الساعة :
المكان : مقر المؤسسة

- 5 ANNEXE 2 : Les principes éthiques et méthodologiques à respecter dans la participation des enfants

Note sur

Les principes éthiques et méthodologiques à respecter dans la participation des enfants aux consultations publiques sur l'EIES de la composante « Mise à niveau de 34 établissements scolaires dans la région T.T.H » et les modalités pratique de leur mise en œuvre

L'objet de cette note est de présenter les principes éthiques et méthodologiques qui doivent présider à la préparation, à l'organisation et à la conduite de la participation des élèves à ces consultations publiques et d'indiquer la manière concrète de le faire.

1. Les principes éthiques devant régir la participation des élèves aux consultations publiques

Les élèves étant des enfants (moins de 18 ans), leur consultation doit se conformer aux règles éthiques qui régissent la participation des enfants telles que les bases en ont été définies par la Convention des Droits de l'Enfant de l'ONU et telles que les modalités pratiques en ont été développées par des organisations internationales spécialisées comme l'UNICEF ou Save the Children. Il s'agit des principaux principes suivants :

- la participation volontaire des enfants,
- la non-discrimination et l'égalité,
- la confidentialité,
- la confiance,
- le respect,
- la sécurité,
- la protection des enfants
- et la restitution des résultats aux enfants.

1.1. *Participation volontaire des enfants*

Les élèves participants doivent être informés à l'avance de l'objet de la consultation dans un langage qui leur est accessible. Leur participation doit être libre, volontaire et informée. Aucune pression ne doit être exercée sur eux et leur participation doit être le fruit d'un consentement éclairé par l'information qu'ils ont reçus auparavant.

1.2. *Non-discrimination et Egalité*

Tous les enfants, indépendamment de leur origine sociale, de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur handicap, de leur performance scolaire, ou de tout autre caractéristique les distinguant, doivent avoir la même opportunité de participer à ce processus de consultation. Le point de vue des filles et le point de vue des garçons doivent autant que possible être collectés et analysés de manière différenciée.

1.3. *Confidentialité*

Les points de vue exprimés lors de la participation ne doivent pas être rapportés à l'identité des élèves qui les ont exprimés et les données personnelles des élèves participants ne doivent pas être divulguées.

1.4. *Confiance*

Une approche bienveillante faite d'écoute et d'empathie est requise dans la préparation et dans la gestion de la participation des élèves afin de leur permettre de se sentir en confiance durant tout le processus et de favoriser leur contribution du mieux de leurs capacités.

1.5. *Respect*

Les élèves, garçons et filles, doivent être traités avec respect et reconnus comme des personnes à part entière au même titre que les adultes. Les avis qu'ils expriment doivent être respectés et pris au sérieux au même titre que les avis des adultes.

1.6. *Sécurité et Protection des enfants*

Le bien-être physique, psychologique et social des élèves doit être garanti dans la consultation. Les conditions physiques de la consultation aussi bien que la gestion de sa dynamique doivent assurer le bien-être physique et moral des élèves participants.

1.7. *Restitution*

Les résultats de la consultation sont restitués à tous les enfants ayant participé et leur contribution est valorisée.

2. Indications pratiques sur la mise en œuvre de ces principes

2.1. *Le choix des élèves qui participent à la consultation*

Le choix des élèves doit surtout respecter les principes de non-discrimination et d'égalité. Toutes les catégories d'élèves, les garçons comme les filles, ceux qui ont de bons résultats scolaires comme ceux qui ont des résultats scolaires moins bons, les élèves en situation de handicap et ceux qui ne le sont pas, doivent tous avoir les mêmes chances de prendre part à la consultation.

Pour ce faire, il existe plusieurs techniques plus ou moins adaptés selon les moyens (surtout le temps) dont on dispose pour préparer la participation des enfants à la consultation. L'une des techniques est l'élection. Mais, pour qu'elle se déroule bien et ne laisse pas de séquelles chez ceux qui ne gagneront pas les suffrages de leurs collègues, elle requiert une gestion rigoureuse. Une deuxième technique est le tirage au sort. Une troisième technique est la fixation collective de critères des profils des participants et identification de ceux qui y répondent.

Quelque soit la technique choisie, le choix doit garantir une représentation équilibrée entre les différentes catégories d'élèves, notamment entre garçons et filles.

Pour notre cas, nous préconisons un tirage au sort stratifié par niveau et par sexe. 6 élèves par niveau, 3 filles et 3 garçons. Garantissant ainsi la représentativité du genre. Les élèves en situation de handicap vont avoir le libre choix de participer à la consultation sans passer par le tirage au sort.

2.2. *L'information des élèves et leur préparation à la participation*

Au moins une séance de préparation doit être organisée avec les élèves participants à la consultation. Elle doit servir à les informer dans un langage simple et adapté à leur niveau, du projet, de l'objet de la consultation et de ce qui est attendu d'eux. Cette séance préparatoire doit servir aussi à les encourager à participer en leur expliquant le déroulement de la consultation et que leur parole est la bienvenue au sein de ce déroulement.

Une réunion de préparation des élèves sera tenue avec les élèves de chaque établissement au moins une semaine avant le démarrage effectif de la consultation. Cette réunion sera également l'occasion de faire le tirage au sort pour le choix des élèves, et la distribution des invitations aux parents d'élèves.

2.3. *Intégration des élèves dans le contexte physique du lieu et dans la dynamique de la consultation*

L'emplacement à réserver aux élèves dans lieu où se passe la consultation doit être choisi en fonction de plusieurs critères. Il faut qu'ils soient visibles au modérateur et qu'ils puissent le voir. Si la disposition des participants dans la salle a la forme d'une table ronde ou celle d'un U, il suffit qu'une partie des élèves soit assise en première ligne. Par contre, si les participants sont assis les uns derrière les autres comme dans une salle de classe, il faut veiller à réserver aux élèves des places où ils seront vus par le modérateur et d'où ils peuvent le voir dans la partie gauche ou la partie droite la plus proche du modérateur de la salle.

Le modérateur doit être briefé par les organisateurs sur les éléments suivants :

- Il doit annoncer la participation des élèves à la consultation et leur souhaiter la bienvenue au même titre que toutes les autres catégories de participants.

- Il doit les avantager dans la distribution de la parole sans toutefois nuire à une gestion équilibrée de la participation de tous.

- Si un enfant prenant la parole a des difficultés à s'exprimer, il doit l'aider avec finesse et valoriser sa participation.

- Lors de la restitution orale, s'il y en a une, il ne faut pas oublier de mentionner le contenu de la participation des élèves et le valoriser.

Pour notre cas, les participants à la consultation vont, à priori, être assis les uns derrière les autres. A cet effet, les premières rangées vont être réservées aux élèves.

2.4. *Rapportage et restitution aux enfants*

Le rapport de la consultation doit mentionner ce que les élèves ont exprimé en veillant à distinguer les propos des élèves filles et ceux des élèves garçons et doit valoriser le contenu de leur participation.

6 ANNEXE 3 : Invitation aux parents d'élèves



الملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني
والتعليم العالي والبحث العلمي

إدعوتكم
برنامج إعادة تأهيل 34 مؤسسة للتعليم الثانوي على مستوى
الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين لجهة طنجة - تطوان - الحسيمة

وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي ووكالة حساب تحدي الألفية-المغرب
تتشرفان بدعوتكم للمشاركة في الاستشارة العمومية
المتعلقة بدراسة التأثير على البيئة لمشروع إعادة تأهيل المؤسسة



يوم _____ الساعة _____ المكان مقر المؤسسة